



ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2010 ET 2009

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La responsabilité des états financiers de Ressources Strateco inc. et de toute l'information contenue dans le présent rapport incombe à la direction. Les états financiers ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et comprennent, le cas échéant, les meilleurs jugements et estimations de la direction.

La direction maintient un système de contrôles internes qui lui fournit l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés de toute perte ou d'un usage non-autorisé et que l'information financière est fiable et disponible en temps opportun.

Le conseil d'administration est chargé de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de présentation de l'information, d'examiner et d'approuver les états financiers. Le conseil assume ces responsabilités principalement par l'entremise de son comité de vérification.

Le comité de vérification est nommé par le conseil d'administration et tous ses membres sont des administrateurs indépendants. Les trois membres sont des administrateurs externes. Le comité rencontre périodiquement la direction ainsi que les vérificateurs afin d'examiner les questions relatives aux contrôles internes, aux résultats de la vérification, aux conventions comptables et aux sujets connexes.

PricewaterhouseCoopers, S.R.L./S.E.N.C.R.L., Comptables Agréés, un cabinet indépendant de comptables agréés, a reçu le mandat de vérifier les états financiers de la Société et de fournir une opinion à leur égard.

Le conseil d'administration a approuvé les états financiers de la Société pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009 sur les recommandations du comité de vérification.

(Signé) Guy Hébert

Guy Hébert
Président et Chef de la direction

(Signé) Paul Einarson

Paul Einarson
Chef de la direction des finances

Boucherville, Canada
Le 21 mars 2011

Le 21 mars 2011

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Ressources Strateco inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Ressources Strateco inc., qui comprennent le bilan au 31 décembre 2010 et les états des résultats, du résultat étendu et du déficit et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes incluant un résumé des principales méthodes comptables.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de notre audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ressources Strateco Inc. au 31 décembre 2010 ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Observations

Sans assortir notre opinion d'une réserve, nous attirons l'attention sur la Note 1 des états financiers qui décrit les faits et circonstances indiquant l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Autres points

Les états financiers de Ressources Strateco inc. au 31 décembre 2009 et pour l'exercice clos à cette date ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée en date du 11 mars 2010.

PriceWaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹Comptable agréé auditeur permis no 20910

RESSOURCES STRATECO INC.

Bilans

31 décembre 2010 et 2009

	2010	2009
	\$	\$
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	10 057 889	321 065
Portion à court terme des crédits d'impôt à recevoir (note 5)	8 149 396	9 306 880
Taxes de vente à recevoir	791 607	334 951
Placement	135 000	45 000
Frais payés d'avance et autres	370 761	287 348
	19 504 653	10 295 244
PORTION À LONG TERME DES CREDITS D'IMPOT À RECEVOIR (note 5)		
	1 935 799	-
FONDS RÉSERVÉS À L'EXPLORATION (note 4)		
	5 000 040	2 473 260
PROPRIÉTÉS MINIÈRES (note 7)		
	6 542 234	10 827 687
FRAIS D'EXPLORATION REPORTÉS (note 7)		
	46 251 004	36 304 887
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 8)		
	9 604 358	1 754 666
	88 838 088	61 655 744
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	2 907 777	1 697 302
Prêts à payer (note 9) (a)	3 775 843	-
Portion à court terme d'obligations découlant de contrats de location-acquisition (Note 10)	275 244	156 814
	6 958 864	1 854 116
OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION- ACQUISITION (note 10)		
	45 003	171 522
BILLETS CONVERTIBLES (note 11)		
	5 588 713	-
PASSIF D'IMPÔTS FUTURS (note 16)		
	-	1 293 000
OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS (note 12)		
	1 316 413	160 000
	13 908 993	3 478 638
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 13)	71 698 381	58 766 177
Composante capitaux propres des billets convertibles (note 11)	7 683 910	-
Bons de souscription (note 13)	3 383 533	-
Surplus d'apport (note 15)	9 419 946	8 814 337
Déficit	(17256 675)	(9 403 408)
	74 929 095	58 177 106
	88 838 088	61 655 744

Continuité d'exploitation (note 1)

Éventualité (note 5)

Engagements (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers.

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

(Signé) Guy Hébert
Guy Hébert, administrateur

(Signé) Robert Desjardins
Robert Desjardins, administrateur

RESSOURCES STRATECO INC.

États des résultats, du résultat étendu et du déficit

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

	2010	2009
	\$	\$
REVENUS		
Revenus d'intérêts	43 203	54 046
DÉPENSES		
Générales et d'administration	1 400 281	943 750
Relations publiques et communications aux investisseurs	585 500	560 109
Intérêt sur prêts à payer et frais de banque	50 597	2 216
Intérêt sur contrat de location-acquisition	26 852	-
Frais de financement	136 263	3 901
Perte avant les éléments suivants	(2 156 290)	(1 509 976)
Rémunération à base d'actions (note 14)	405 423	543 199
Charge de désactualisation relative aux billets convertibles (note 11)	1 097 099	-
Charge de désactualisation relative aux obligations liées à la mise hors service des immobilisations corporelles (note 12)	76 257	-
Charge de désactualisation relative aux prêts à payer (note 9)	7 049	-
Amortissement des immobilisations corporelles	38 702	19 145
Variation de la juste valeur des instruments détenus à des fins de transaction	(90 000)	(10 000)
Radiation des propriétés minières, de frais d'exploration reportés et d'immobilisations corporelles (notes 7 et 8)	5 400 000	-
Perte avant impôts sur les bénéfices	(9 090 820)	2 008 274
Recouvrement d'impôts futurs (note 16)	(1 237 553)	(525 000)
PERTE NETTE ET RÉSULTAT ÉTENDU	(7 853 267)	1 483 274
Déficit au début de l'exercice	(9 403 408)	(7 920 134)
Perte nette	(7 853 267)	(1 483 274)
Déficit à la fin de l'exercice	(17 256 675)	(9 403 408)
PERTE NETTE PAR ACTION DE BASE ET DILUÉE	(0,063)	(0,012)
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION (en milliers)	123 019	119 432

Voir les notes afférentes aux états financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.
États des flux de trésorerie
 Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

	2010	2009
	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte nette	(7 853 267)	(1 483 274)
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Rémunération à base d'actions	405 423	543 199
Variation de la juste valeur des instruments détenus à des fins de transaction	(90 000)	(10 000)
Charge de désactualisation relative aux billets convertibles	1 097 099	-
Charge de désactualisation relative aux obligations liées à la mise hors service des immobilisations corporelles	76 257	-
Charge de désactualisation relative aux prêts à payer	7 049	-
Radiation de frais d'exploration reportés, de propriétés minières et d'immobilisations corporelles	5 400 000	-
Amortissement des immobilisations corporelles	38 702	19 146
Recouvrement d'impôts futurs	(1 237 553)	(525 000)
Bons de souscription inclus dans les frais de financement	13 864	-
	(2 142 426)	(1 455 929)
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Taxes de vente à recevoir	(456 656)	180 435
Frais payés d'avance et autres débiteurs	(83 413)	(4 672)
Créditeurs et charges à payer	(452 112)	192 373
	(992 181)	368 136
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(3 134 606)	(1 087 793)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition de propriétés minières	(184 447)	(222 133)
Augmentation des frais d'exploration reportés	(13 513 745)	(16 866 957)
Crédits d'impôts encaissés	6 904 001	8 310 361
Acquisition d'immobilisations corporelles	(7 712 480)	(404 714)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(14 506 671)	(9 183 443)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission de capital-actions, billets convertibles et bons de souscription (notes 11 et 13)	29 494 493	2 500 000
Frais d'émission	(833 665)	(133 815)
Exercice des options d'achat d'actions	80 000	-
Paiements sur obligations découlant de contrats de location-acquisition	(278 687)	-
Prêts à payer, net des frais de financement (note 9)	6 416 000	-
Remboursement d'un prêt à payer (Note 10)	(2 500 000)	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	32 378 141	2 366 185
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	14 736 864	(7 905 051)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	321 065	10 699 376
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	15 057 929	2 794 325
Moins : Fonds réservés à l'exploration	(5 000 040)	(2 473 260)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE PRÉSENTÉE AU BILAN À LA FIN DE L'EXERCICE	10 057 889	321 065

Informations supplémentaires sur le flux de trésorerie (note 20). Voir les notes afférentes aux états financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

1. STATUT, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

La Société, constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, se spécialise dans l'acquisition, l'exploration et le développement de propriétés minières. Elle n'a pas encore déterminé si les propriétés minières et les frais d'exploration reportés renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. La récupération du coût des propriétés minières, des frais d'exploration reportés et des immobilisations corporelles dépend de la capacité de la Société d'exploiter économiquement les réserves de minerai, de l'obtention du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et le développement de ses biens et de la mise en production commerciale ou du produit de la disposition des biens.

Les états financiers audités ci-joints ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »), applicables à une société en exploitation, qui considère la réalisation des actifs et le règlement des passifs dans le cours normal des affaires à mesure qu'ils arrivent à échéance. Dans son évaluation visant à déterminer si l'hypothèse de continuité d'exploitation est appropriée, la direction tient compte de toutes les données disponibles concernant l'avenir, qui représente au moins, sans s'y limiter, les douze mois suivant la fin de la période de présentation. La direction est consciente, en faisant cette évaluation, qu'il existe des incertitudes importantes en lien avec des événements et des conditions et un doute substantiel quant à la capacité de la Société d'assurer la continuité de son exploitation et, par conséquent, la pertinence de l'utilisation des principes comptables applicables à une société en continuité d'exploitation, tel que décrit dans le paragraphe suivant. Ces états financiers audités ne reflètent pas les ajustements à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux dépenses et aux classifications du bilan qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inappropriée. Ces ajustements pourraient être importants.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, la Société a enregistré une perte de 7 853 267 \$ (une perte de 1 483 274 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009) et a accumulé un déficit de 17 256 675 \$ à ce jour. Outre les besoins habituels de fonds de roulement, la Société doit obtenir les fonds qui lui permettront de respecter ses engagements en vigueur au titre des programmes d'exploration et d'aménagement et de payer ses frais généraux et ses frais d'administration. Au 31 décembre 2010, la Société disposait d'un fonds de roulement et de fonds réservés pour l'exploration de 17 545 829 \$ incluant la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 10 057 889 \$. La direction estime que ces fonds ne seront pas suffisants pour répondre aux obligations de la Société et aux dépenses prévues jusqu'au 31 décembre 2011. Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons dans l'avenir, incluant sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de créances ou de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses et/ou l'arrivée de nouveaux partenaires et/ou un regroupement d'entreprise. Malgré le fait que la Direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la Direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers.

2. SOMMAIRE DE PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

MODE DE PRÉSENTATION

Les présents états financiers de la Société ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. À moins d'indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus exige que la Direction fasse des estimations et des hypothèses ayant une incidence sur les montants d'actifs et de passifs portés aux états financiers. Ces mêmes estimations et hypothèses ont aussi une incidence sur la présentation des éventualités en date des états financiers de même que sur les postes de produits et de charges des exercices. Les estimations importantes comprennent l'estimation des crédits d'impôt à recevoir, l'évaluation des actifs et les passifs d'impôts futurs, de la durée de vie utile des immobilisations corporelles, de la charge de dépréciation des propriétés minières, des propriétés minières, des frais d'exploration reportés et des immobilisations corporelles, des hypothèses utilisées dans le calcul, de l'obligation liée à la mise hors service, y compris l'échéancier prévu du paiement du montant total non actualisé des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour régler les obligations, de l'évaluation des composantes des billets convertibles et de la juste valeur des options d'achat d'actions et des bons de souscription octroyés. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les soldes bancaires ainsi que les placements à court terme hautement liquides dont l'échéance initiale était d'au plus trois mois à la date d'acquisition.

FONDS RÉSERVÉS À L'EXPLORATION

Ces fonds sont réservés aux dépenses d'exploration en vertu d'ententes de financements accreditifs.

PLACEMENT

La juste valeur du placement en actions correspond au dernier cours acheteur à la date de fin de l'exercice.

PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS REPORTÉS

Les propriétés d'exploration sont composées de droits dans des propriétés minières et de frais d'exploration reportés. Les coûts encourus sur des propriétés non exploitées identifiées comme ayant un potentiel de développement sont reportés jusqu'à ce que la rentabilité économique du projet soit déterminée. Ces coûts sont alors transférés aux propriétés minières.

Le produit de la cession d'actifs miniers est appliqué par propriété contre les propriétés minières, puis contre les frais d'exploration reportés et tout résiduel est présenté à l'état des résultats à moins que des travaux soient contractuellement requis, auquel cas le gain résiduel est différé et réduit des déboursés contractuels lorsqu'ils seront effectués. L'aide gouvernementale ainsi que les crédits de droits miniers et autres crédits relatifs aux travaux d'exploration sont portés en diminution des frais d'exploration reportés. Les coûts non reliés à des propriétés spécifiques sont comptabilisés à l'état des résultats, du résultat étendu et du déficit.

FOURNITURES D'EXPLORATION

Les stocks de fournitures d'exploration seront utilisés à des fins d'exploration et sont évalués selon FIFO. Le coût comprend le coût d'acquisition, le transport et les autres frais directement imputables.

DÉVALUATION DES ACTIFS À LONG TERME

Les actifs à long terme sont révisés pour dévaluation lorsque des événements ou des changements de circonstances surviennent, indiquant que la valeur comptable des actifs pourrait ne pas être recouvrable, en comparant leur valeur comptable nette à la valeur des flux de trésorerie futurs non actualisés qui devraient être générés par l'utilisation et la disposition éventuelle des actifs. La perte de valeur correspond à l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur, déterminée principalement en actualisant les flux de trésorerie nets futurs qui devraient être générés par l'utilisation et la disposition éventuelle de l'actif en question. Dans l'éventualité où la Société ne dispose pas de renseignements suffisants sur ses actifs à long terme pour pouvoir estimer les flux de trésorerie futurs et ainsi déterminer si les coûts capitalisés pourront être recouverts, alors la Société déterminera si une dévaluation est nécessaire en comparant la juste valeur à la valeur comptable, sans effectuer un test de recouvrabilité au préalable.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AMORTISSEMENT

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé pour amortir le coût des immobilisations corporelles moins leur valeur résiduelle sur leur durée de vie utile estimée. L'amortissement d'immobilisations corporelles reliées à l'exploration est capitalisé dans les frais d'exploration reportés. Pour les immobilisations qui ne sont pas reliées à l'exploration, la charge d'amortissement est portée à l'état des résultats, du résultat étendu et du déficit.

Les immobilisations corporelles, incluant les actifs constatés en vertu d'un contrat de location-acquisition, sont amorties selon la méthode linéaire jusqu'en 2014, qui est la date anticipée de la décision finale de production, à l'exception de certaines machines, du matériel roulant et du matériel informatique qui sont amortis sur une période de trois à cinq ans.

BAUX

Les baux sont classés soit comme des contrats de location-acquisition ou comme des baux d'exploitation. Un bail qui a pour effet de transférer en substance tous les bénéfices et les risques inhérents à la possession de propriété est considéré comme s'il s'agissait d'une acquisition d'actif et de la prise en charge d'une obligation à partir de la date d'entrée en vigueur du bail. Tous les autres baux sont considérés comme des baux d'exploitation en vertu desquels des paiements de location sont imputés aux résultats au moment où ils sont engagés aux résultats ou aux frais d'exploration reportés au moment où ils sont engagés.

BILLETS CONVERTIBLES

Les composantes passif, capitaux propres et autres (le cas échéant) des billets convertibles sont présentées distinctement au bilan lors de la comptabilisation initiale. La Société détermine la valeur comptable de la composante passif en actualisant les paiements futurs du capital au taux du marché en vigueur pour une dette non convertible, à un degré de solvabilité similaire et générant les mêmes flux de trésorerie. La composante passif est augmentée par la désactualisation des montants actualisés jusqu'à la valeur nominale des billets à échéance qui est enregistrée à l'état des résultats, du résultat étendu et du déficit.

La valeur comptable des autres composantes (le cas échéant), comme par exemple des bons de souscription, est déterminée selon le modèle de fixation de prix de Black-Scholes

La valeur comptable de la composante capitaux propres est obtenue en soustrayant la valeur comptable de la composante passif de la valeur nominale des billets et par la valeur comptable des autres composantes (le cas échéant) et est présentée dans les capitaux propres sous le poste Composante capitaux propres des billets convertibles.

Les frais de transaction sont répartis entre les composantes passif, capitaux propres et autres (le cas échéant) au prorata de leurs valeurs comptables

OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS

La Société constate la juste valeur d'une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations comme un passif dans la période où elle se voit imposer une obligation légale associée à la mise hors service d'immobilisations corporelles à long terme résultant de l'acquisition, la construction, le développement et/ou l'utilisation normale des immobilisations. La Société constate également un montant correspondant à l'actif, lequel est amorti sur la durée de vie utile résiduelle de l'actif qui sera mis hors service. Après la constatation initiale de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, l'obligation est ajustée à la fin de chaque période pour refléter le temps qui passe (charge de désactualisation) et les variations des flux de trésorerie futurs estimatifs découlant de l'obligation (coût de la mise hors service).

CAPITAL-ACTIONS

Les actions émises en considération d'actifs non monétaires sont comptabilisées en fonction de la juste valeur des actions sur le marché au jour où les actions sont émises ou au jour où l'entente relative à l'émission a été conclue.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

RÉMUNÉRATIONS ET AUTRES PAIEMENTS À BASE D' ACTIONS

La Société utilise la méthode de la juste valeur calculée selon le modèle d'évaluation Black-Scholes pour enregistrer l'octroi des options à l'intention des employés, des administrateurs, dirigeants et consultants. Lors de l'octroi, la Société constate la charge aux résultats ou aux frais d'exploration reportés et la contrepartie est créditée au surplus d'apport. La charge est constatée sur la durée d'acquisition des droits pour les salariés et sur la durée des services rendus pour les consultants. La Société comptabilise les attributions de bons de souscription pour la compensation de courtiers ou agents lors de financement selon la méthode de la juste valeur calculée selon le modèle d'évaluation Black-Scholes. La charge est comptabilisée dans les frais d'émission ou en réduction de la dette si elles sont considérées comme des frais d'émission de dette et la contrepartie est comptabilisée en réduction des bons de souscription.

FRAIS D'ÉMISSION DE DETTE

Les frais d'émission de dette sont présentés en réduction des billets convertibles et prêts à payer et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

INTÉRÊTS DÉBITEURS

La Société ne comptabilise pas les intérêts débiteurs dans le coût des immobilisations corporelles dont l'acquisition, la construction, le développement ou la mise en valeur sont échelonnés dans le temps.

JUSTE VALEUR DES BONS DE SOUSCRIPTION

Les produits des émissions d'unités sont répartis aux actions et aux bons de souscription émis en utilisant la méthode de la juste valeur calculée selon le modèle d'évaluation Black-Scholes pour calculer la juste valeur des bons de souscription.

FRAIS D'ÉMISSION D' ACTIONS

Les frais reliés à l'émission d'actions sont comptabilisés en réduction du capital-actions de l'exercice au cours duquel ils sont engagés. Aux termes des lois fiscales, la Société renonce aux déductions à titre de dépenses de ressources reliées aux activités d'exploration et financées par des actions accréditives au bénéfice des investisseurs. Les impôts futurs afférents aux écarts temporaires sont comptabilisés au moment où la Société renonce aux déductions en faveur des investisseurs avec une charge correspondante aux frais d'émission d'actions dans le capital-actions.

IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE

La Société comptabilise les impôts sur les bénéfices en utilisant la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont établis en tenant compte des écarts temporaires déductibles ou imposables entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur devant s'appliquer dans l'exercice au cours duquel les écarts doivent se résorber. La Société établit une provision pour moins-value à l'égard des actifs d'impôts futurs si, selon les renseignements disponibles, il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou la partie ou la totalité des actifs d'impôts futurs ne sera pas matérialisée.

PERTE NETTE PAR ACTION

La perte nette de base et diluée par action est calculée selon le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. L'effet actuel d'émissions potentielles d'actions en vertu d'options d'achat d'actions, de bons de souscription et de billets convertibles serait anti-dilutif, de telle sorte que la perte de base et diluée par action est équivalente.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

INSTRUMENTS FINANCIERS

Tous les instruments financiers doivent être initialement constatés à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations conclues avec des apparentés. Les évaluations subséquentes des instruments financiers sont fonction de leur classement dans l'une des catégories suivantes : détenus à des fins de transaction, disponibles à la vente, détenus jusqu'à l'échéance, prêts et créances ou autres passifs.

- Les actifs et les passifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction doivent être évalués à la juste valeur, et les gains et les pertes doivent être comptabilisés au résultat net.
- Les actifs financiers classés comme détenus jusqu'à l'échéance, comme prêts et créances ou comme passifs financiers (autres que ceux détenus à des fins de transaction) doivent être évalués au coût après amortissement au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.
- Les actifs financiers disponibles à la vente doivent être évalués à la juste valeur, et les gains et les pertes non réalisés doivent être pris en compte dans les autres éléments du résultat étendu. Les placements dans des instruments de capitaux propres classés comme disponibles à la vente qui n'ont pas de valeur à la cote sur un marché boursier actif doivent être évalués au coût.

La Société a adopté le classement suivant :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, le placement et les fonds réservés à l'exploration sont classés comme détenus à des fins de transaction;
- Charges payées d'avance et autres sont classés dans les prêts et les créances;
- Les créditeurs et charges à payer, les prêts à payer et les obligations découlant d'un contrat de location-acquisition et les billets convertibles sont classés comme autres passifs.

3. FUTURES MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

La Société cessera de dresser ses états financiers conformément aux PCGR du Canada tel qu'énoncé dans la Partie V du Manuel de l'ICCA – Comptabilité pour les périodes débutant à compter du 1^{er} janvier 2011, lorsqu'elle commencera à appliquer comme base comptable principale les Normes internationales de présentation des données financières publiées par le Conseil des normes comptables internationales. Par conséquent, les futures modifications de conventions comptables aux PCGR du Canada ne sont pas abordées dans les présents états financiers puisqu'ils ne s'appliqueront pas normalement à la Société.

4. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	2010	2009
	\$	\$
Encaisse	5 057 929	1 794 325
Dépôts à terme au taux de 1,05 % (taux de 0,40 % en 2009) échéant le 23 janvier 2011	10 000 000	1 000 000
Moins : Fonds réservés à l'exploration	(5 000 040)	(2 473 260)
	10 057 889	321 065

Au 31 décembre 2010, sur les 5 000 040 \$ (2 500 000 \$ en 2009) de travaux d'exploration qui doivent être entrepris en vertu d'ententes de financements accreditifs réalisés le 23 décembre 2010, des frais d'exploration de 50 121 \$ (643 327 \$ en 2009) ont été engagés dont aucuns n'ont été déboursés (26 740 \$ en 2009) durant l'année.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

5. CRÉDITS D'IMPÔT À RECEVOIR

	2010	2009
	\$	\$
Crédits remboursables de droits miniers du Québec au taux de 12 %		
2007	100 248	1 275 258
2008	1 501 503	1 501 503
2009	1 079 132	1 061 665
2010 (i) (ii)	856 667	-
Crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources au taux variant de 35 % à 38,75%		
2009	-	5 468 454
2010	6 547 645	-
	10 085 195	9 306 880
Moins : Portion à long terme des crédits d'impôts à recevoir	1 935 799	-
Portion à court terme des crédits d'impôts à recevoir	8 149 396	9 306 880

- (i) À cause des délais de traitement pour le remboursement des crédits remboursables de droits miniers du Québec, la Société ne croit pas recevoir les soldes de 2009 ou 2010 au cours des douze prochains mois.
- (ii) Le crédit de droits miniers à recevoir reflète des changements au régime de droits miniers qui ne sont pas encore en vigueur ni pratiquement en vigueur mais qui ont été annoncés lors du budget 2010 du gouvernement du Québec. À compter du 1^{er} avril 2010, si elles sont ratifiées ou pratiquement en vigueur, les modifications porteront le taux de droits miniers à 14 % sur 50 % des dépenses admissibles. De plus, les dépenses admissibles excluront celles financées par des fonds accréditifs.

La Société a reçu des communications des autorités fiscales en Mars 2011 qui propose de désallouer certaines dépenses d'exploration dans le calcul des crédits d'impôt à recevoir. La direction conteste avec vigueur ces exclusions et estime que l'exposition maximale est une réduction des crédits d'impôt à recevoir d'environ \$ 1,3 millions au 31 décembre 2010, si toutes les dépenses d'exploration visés dans les communications ne sont pas autorisées. La direction n'a pas réduit la valeur comptable des crédits d'impôt à recevoir au 31 décembre 2010, comme les discussions sont préliminaires, l'étendu de cette perte éventuelle ne peut être déterminée et aucune avis de cotisation formel n'a été reçu, et donc la Société n'a pas suffisamment d'évidences sur lesquelles fonder une décision quant à l'issue de la perte éventuelle.

6. PLACEMENT

La Société détient 1 000 000 actions de Pacific Bay Minerals Ltd (« Pacific Bay »). Le cours de l'action de Pacific Bay était de 0,135 \$ au 31 décembre 2010 (0,045 \$ au 31 décembre 2009). Par conséquent, la Société a enregistré un gain non réalisé de 90 000 \$ sur la variation de la juste valeur de l'investissement depuis le 1 janvier 2010.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

7. PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS D'EXPLORATION REPORTÉS

Propriétés minières	Intérêt	31 décembre		31 décembre	
		2009	Additions	Radiations	2010
		\$	\$	\$	\$
Projet Matoush					
Matoush	100 %	338 306	351	-	338 657
Matoush Extension	100 %	1 236	19 606	-	20 842
Eclat	100 %	1 280 807	5 094	-	1 285 901
Pacific Bay-Matoush	Option de 60 %	261 277	177 436	-	438 713
Autres projets					
Mistassini	Option de 60 %	9 041	786	-	9 827
Apple	100 %	8 937 020	11 274	(4 500 000)	4 448 294
		10 827 687	214 547	(4 500 000)	6 542 234

Propriétés minières	Intérêt	31 décembre		31 décembre	
		2008	Additions	Radiations	2009
		\$	\$	\$	\$
Projet Matoush					
Matoush	100 %	337 000	1 306	-	338 306
Matoush Extension	100 %	-	1 236	-	1 236
Eclat	100 %	1 184 600	96 207	-	1 280 807
Pacific Bay-Matoush	Option de 60 %	126 240	135 037	-	261 277
Autres projets					
Mistassini	Option de 60 %	-	9 041	-	9 041
Apple	100 %	8 923 314	13 706	-	8 937 020
		10 571 154	536 840	-	10 827 687

Frais d'exploration reportés	2010	2009
	\$	\$
Frais d'exploration reportés	45 374 247	36 092 123
Fournitures d'exploration	876 757	212 764
	46 251 004	36 304 887

Frais d'exploration reportés	31 décembre		31 décembre	
	2009	Additions	Crédits d'impôt	2010
		\$	\$	\$
Projet Matoush				
Matoush	31 935 634	11 752 087	(5 085 551)	38 602 170
Matoush Extension	453 340	38 290	(16 700)	474 930
Eclat	997 781	5 302 480	(2 325 098)	3 975 163
Pacific Bay-Matoush	812 577	527 330	(228 951)	1 252 840
Autres projets				
Mistassini	490 719	21 878	(16 958)	397 038
Apple	1 402 072	72 375	(9 058)	715 389
	36 092 123	17 714 440	(7 682 316)	45 374 247

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

7. PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS D'EXPLORATION REPORTÉS (suite)

Frais d'exploration reportés	31 décembre	Additions	Crédits d'impôt	Radiations	31 décembre
	2008				2009
	\$	\$	\$	\$	\$
Projet Matoush					
Matoush	22 864 066	15 143 490	(6 071 922)	-	31,935,634
Matoush Extension	456 320	24 661	(27 641)	-	453,340
Eclat	669 376	609 287	(280 882)	-	997,781
Pacific Bay-Matoush	422 741	722 678	(332 842)	-	812,577
Autres projets					
Mistassini	293 215	373 233	(175 729)	-	490,719
Apple	1 252 357	160 568	(10 853)	-	1,402,072
	25 958 075	17 033 917	(6 899 869)	-	36,092,123

MATOUSH

La Société détient 100 % de la propriété Matoush, située à environ 260 km au nord de Chibougamau. La propriété est assujettie à une redevance de 2 % des produits nets d'affinage (« NSR »).

MATOUSH EXTENSION

La Société détient 100 % de la propriété Matoush Extension.

ECLAT

En juin 2009, la Société a effectué le dernier versement de 96 000 \$ en conformité avec la lettre d'entente intervenue le 6 juillet 2005 avec Vija Ventures Corporation (« Vija »). Ayant rempli toutes ses obligations, la Société détient un intérêt de 100 % sur tous les minéraux, à l'exception des diamants, sur tous les titres miniers de la propriété Eclat, sujet à une redevance de 2 % des NSR et de 2 % des produits sur les droits d'émission de carbone en faveur de Vija.

PACIFIC BAY-MATOUSH

Le 14 janvier 2008, la Société a signé l'entente finale selon laquelle elle peut acquérir 60 % d'intérêt dans la propriété de Pacific Bay Minerals Ltd. (« Pacific Bay ») située au Québec, dans le secteur Matoush des Monts Otish. L'entente prévoit que la Société paiera à Pacific Bay un total de 500 000 \$ et émettra 200 000 actions ordinaires sur une période de quatre ans et investira 3 M \$ en frais d'exploration sur une période de quatre ans incluant un minimum de 10 000 mètres de forage à raison d'un minimum de 2 500 mètres par année. De plus, à la date de signature de l'entente finale, la Société a acquis 1 000 000 d'unités de Pacific Bay au prix de 0,30 \$ l'unité. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription où chaque bon de souscription donne le droit d'acheter une action ordinaire au prix de 0,60 \$ l'action ordinaire pour une période de 24 mois. Les bons de souscription ont échus sans avoir été exercés.

En octobre 2009, la Société a rencontré ses obligations annuelles pour cette année en complétant : l'émission de 40 000 actions ordinaires (évaluées à 34 400 \$ en 2009) et le paiement de 100 000 \$ et la réalisation de 750 000 \$ de travaux d'exploration, dont un minimum de 2 500 mètres de forage.

En octobre 2010, la Société a rencontré ses obligations annuelles pour l'exercice, en émettant 50 000 actions ordinaires (évaluées à 30 100 \$ selon le cours de l'action à la date d'émission des actions) et en faisant un paiement de 125 000 \$. Les obligations annuelles pour 2010 en matière de travaux d'exploration n'ont pas été rencontrées, puisqu'un montant de seulement 298 224 \$ a été dépensé. La Société a négocié un amendement en vertu duquel le montant résiduel de dépenses d'exploration pour 2010 sera ajouté au montant d'exploration pour 2011. En plus des travaux d'exploration d'environ 1,0 million de dollars prévus pour 2011, (lesquels répondent également aux exigences minimales de mètres à forer) la Société doit faire un paiement de 175 000 \$ et émettre 70 000 actions au plus tard le 29 octobre 2011 afin d'acquérir sa participation de 60 % dans la propriété Pacific Bay-Matoush.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

7. PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS D'EXPLORATION REPORTÉS (suite)

MISTASSINI

Selon la lettre d'entente datée du 20 novembre 2007 et l'exercice de son droit de premier regard le 14 février 2008, la Société peut acquérir une participation de 60 % des droits d'uranium de Ressources Majescor Inc. (« Majescor ») sur la propriété Mistassini, située dans la région des Monts Otish au Québec, en effectuant des travaux d'exploration d'une valeur cumulative de 1,3 M \$ sur une période de trois ans. Le 24 novembre 2008, les parties ont signé une entente formelle prenant effet rétroactivement au 14 février 2008. La Société devra rembourser à Majescor le coût du programme de forage effectué en décembre 2007, soit approximativement 250 000 \$ et réaliser pour 250 000 \$ de travaux d'exploration sur la propriété au cours de la première année soit un engagement total ferme de 500 000 \$. Au 31 décembre 2009, la Société a rencontré ses obligations de dépenses de 500 000 \$ et de 400 000 \$ pour la première et la deuxième année respectivement. La propriété Mistassini est assujettie à une redevance de 2 % sur tous les produits de la vente des oxydes d'uranium. La Société a rencontré ses dernières obligations en février 2011 et ainsi réussi à acquérir sa participation de 60 % dans la propriété.

APPLE

La propriété Apple est située à 80 kilomètres au sud-est de Radisson sur le territoire de la Baie-James, au Québec. La propriété est assujettie à une redevance de 2 % des NSR, dont 1 % peut être racheté par la Société pour 1 M \$.

Conformément à ses conventions comptables, la Société a révisé les facteurs et les conditions qui pourraient indiquer la nécessité de procéder à un test de dépréciation de ses propriétés minières au 31 décembre 2010.

La Société concentre actuellement ses efforts sur le développement de la propriété Matoush et dispose donc de ressources limitées pour effectuer l'exploration et l'évaluation de la propriété Apple en 2011 et dans l'avenir, ce qui l'a amené à déterminer si une dévaluation des coûts capitalisés en lien avec la propriété Apple était nécessaire au 31 décembre 2010. La Société ne dispose pas d'information suffisante sur la propriété Apple à l'heure actuelle pour pouvoir estimer les flux de trésorerie futurs requis pour déterminer si les coûts capitalisés en lien avec cette propriété pourront être recouverts. Par conséquent, la Société a procédé à un test de dépréciation pour la propriété Apple en comparant la juste valeur à la valeur comptable, sans effectuer de test de recouvrabilité au préalable.

Suite au test de dépréciation effectué, la propriété Apple, les frais d'exploration reportés et les immobilisations afférents (« actifs d'Apple ») ont été dévalués de 4,5 millions \$, 750 000 \$ et 150 000 \$ respectivement, au prorata de leurs valeurs comptables au 31 décembre 2010, ce qui représente une perte de valeur de 5,4 millions \$.

La Société a estimé la juste valeur des immobilisations d'Apple, qui représente 50 % de la valeur comptable des actifs d'Apple, en appliquant l'approche de marché basée sur la variation moyenne du cours de l'action calculée en fonction de sociétés ouvertes comparables entre le 31 décembre 2010 et le 6 septembre 2007, qui est la date à laquelle la Société a fait l'acquisition de la propriété Apple par le biais de l'émission d'actions ordinaires. Les sociétés ouvertes comparables sont des sociétés ouvertes d'exploration en uranium basées au Canada qui sont considérées comme pouvant servir de base comparative raisonnable en ce qui a trait aux caractéristiques d'investissement relatives de la propriété sous étude.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Au 31 décembre 2010	Coût	Amortissement cumulé	Radiation	Valeur nette
	\$	\$	\$	\$
Portail et rampe d'accès	544 859	-	-	544 859
Réservoirs	631 596	512 014	-	119 582
Campement et infrastructure	8 615 132	740 541	150 000	7 724 591
Chemin	203 527	152 645	-	50 882
Matériel roulant	276 900	223 241	-	53 659
Machinerie	158 790	123 933	-	34 857
Équipement	1 003 285	493 331	-	509 954
Équipement informatique	368 819	239 637	-	129 182
Améliorations locatives	8 335	6 010	-	2 325
Campement et infrastructure loués en vertu d'un contrat de location-acquisition	397 828	131 334	-	266 494
Équipement loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	201 106	33 133	-	167 973
	12 410 177	2 655 819	150 000	9 604 358

Les montants pour des immobilisations corporelles qui ont été achetées et livrées ou qui sont en construction sur le site du projet Matoush et qui n'ont pas été amorties au 31 décembre 2010 correspondent à 544 859 \$, pour le portail et la rampe d'accès (néant en 2009).

La charge d'amortissement de 164 467 \$ liée aux immobilisations corporelles faisant l'objet d'un contrat de location-acquisition a été capitalisé dans les frais d'exploration reportés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 (néant en 2009). Aucune charge d'amortissement liée aux contrats de location-acquisition n'a été imputée à l'état des résultats (néant en 2009).

Au 31 décembre 2009	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Réservoirs	665 670	398 852	266 818
Campement et infrastructure	408 100	74 818	333 282
Chemin	203 526	111 940	91 586
Matériel roulant	223 781	179 688	44 093
Machinerie	120 764	117 406	3 358
Équipement	849 429	329 646	519 783
Équipement informatique	301 480	139 173	162 307
Campement et infrastructure loués en vertu d'un contrat de location-acquisition	8 335	3 232	5 103
Équipement loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	328 336	-	328 336
	3 109 421	1 354 755	1 754 666

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

9. PRÊTS À PAYER

- (a) La Société a reçu un prêt de 4 000 000 \$ de SIDEX, société en commandite (« SIDEX ») le 26 novembre 2010. Le prêt est garanti par les crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources de 2010 et doit être remboursé dans les 30 jours suivant la réception des crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources de 2010 liés aux frais d'exploration (note 5) ou au plus tard le 31 décembre 2011. Le prêt porte intérêt au taux de 8 %.

En lien avec le prêt, la Société a émis 500 000 bons de souscription d'actions ordinaires et a payé 84 000 \$ à SIDEX. Chaque bon de souscription confère au porteur le droit d'acquérir une action ordinaire de la Société au prix de 1,05 \$ l'action sur une période de 24 mois.

La juste valeur des bons de souscription a été estimée à 0,32 \$ par bon de souscription pour un total de 161 073 \$ selon le modèle d'évaluation Black-Scholes et en utilisant les hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,6 %, volatilité prévue de 72 %, aucun versement de dividende prévu et durée de vie prévue des bons de souscription de 2 années.

- (b) La Société a reçu un prêt de 2 500 000 \$ de SIDEX le 15 septembre 2010. Le prêt était garanti par les crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources de 2009 liés aux frais d'exploration et devait être remboursé dans les 30 jours suivant la réception des crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources de 2009 liés aux frais d'exploration, ou au plus tard le 15 mars 2011. Le prêt portait intérêt au taux de 9 %.

En lien avec le prêt, la Société a émis 300 000 bons de souscription d'actions ordinaires à SIDEX. Chaque bon de souscription confère au porteur le droit d'acquérir une action ordinaire de la Société au prix de 1,00 \$ l'action sur une période de 18 mois.

La juste valeur est estimée à 0,046 \$ par bon de souscription ou totalise 13 864 \$ selon le modèle d'évaluation Black-Scholes et en utilisant les hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,53 %, volatilité prévue de 58 %, aucun versement de dividende prévu et durée de vie prévue des bons de souscription de 1,5 année.

Le 8 octobre 2010, la Société a remboursé en entier le prêt de 2 500 000 \$ de SIDEX, plus des intérêts encourus de 14 178 \$.

10. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

	2010	2009
	\$	\$
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	320 247	328 336
Portion à court terme des obligations découlant de contrats de location- acquisition	(275 244)	(156 814)
	45 003	171 522

Les versements de capital à effectuer sur l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition se détaillent ainsi :

	\$
2011	290 504
2012	17 592
2013	17 592
2014	16 126
	341 814
Moins : les intérêts implicites calculés à 9 %	(21 567)
	320 247

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

11. BILLETS CONVERTIBLES

Le 27 janvier 2010, la Société a complété un placement privé avec Sentient Executive GP III, Limited (« Sentient ») de 100 000 unités pour un montant de 95 000 \$ et de 14 905 000 \$ en billets convertibles accompagnés de bons de souscription d'action ordinaire. Chaque unité est constituée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription. Chaque tranche de 1 000 \$ de billets est accompagnée d'approximativement 527 bons de souscription. Chaque bon de souscription permet à son porteur d'acquérir une action au prix de 1,00 \$ pour une période de 24 mois suivant la clôture et de 1,05 \$ pour la période subséquente de 24 à 36 mois suivant la date de clôture.

Les billets ne portent pas intérêt et ne comportent aucune sûreté. Leur échéance est le 27 février 2015. Ils sont convertibles pendant cette période en actions par le détenteur au prix de 0,95 \$ l'action. Jusqu'à ce que les billets arrivent à échéance, Sentient a la possibilité de convertir les billets par tranche de 1 000 \$ en 1 053 actions en se basant sur un prix de conversion de 0,95 \$ par action, pour un total de 15 689 474 actions.

À l'échéance, la Société peut à sa discrétion racheter en actions une partie ou la totalité des billets. Le nombre d'actions émises sera calculé en prenant la portion du principal des billets remboursés en actions divisé par 95 % de la moyenne pondérée de l'action sur la bourse du TSX pour cinq jours. Par contre, en vertu de l'entente, la Société n'émettra jamais plus de 30 451 608 actions ordinaires suite à la conversion des billets et en aucun cas les émissions d'actions se feront à un prix inférieur à 0,7018 \$ sans l'approbation des actionnaires de la Société. Si l'approbation des actionnaires n'est pas obtenue, la Société devra régler la différence entre la moyenne pondérée de l'action sur la bourse du TSX pour cinq jours et le prix plancher de 0,7018 \$ en espèces.

Advenant un changement de contrôle, le détenteur pourra recevoir le remboursement de la portion due du principal des billets multipliée par un facteur de 101 %.

De la contrepartie reçue pour les unités, 13 117 \$ ont été attribués aux bons de souscription et 81 883 \$ aux actions ordinaires, selon une allocation au prorata de la juste valeur estimative de chacune de ces deux composantes. La juste valeur estimative des bons de souscription a été déterminée selon le modèle de fixation de prix Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes: taux d'intérêt sans risque de 1,66 %, volatilité prévue de 92 %, aucun dividende prévu et une durée prévue des bons de souscription de 2,75 ans.

À la comptabilisation initiale, l'encaissement s'élève à 14 905 000 \$ pour les billets convertibles. De ce montant, les composantes du passif, bons de souscription et capitaux propres représentent respectivement 4 794 089 \$, 2 055 475 \$ et 8 055 436 \$. La composante du passif a été évaluée en premier, en utilisant un taux d'intérêt effectif de 25 % correspondant au taux du marché que la Société aurait obtenu pour un financement similaire sans l'option de conversion. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, une augmentation due à la désactualisation de 471 324 \$ a été comptabilisée à l'état des résultats, du résultat étendu et du déficit. Cette entrée n'a aucun impact sur la trésorerie de la Société. Les notes ne portent pas d'intérêt et, par conséquent, il n'y a pas de paiement d'intérêt en espèces. Par la suite, la Société a évalué la juste valeur des bons de souscription avec la même méthode et hypothèse que les bons reliés aux unités. Le résiduel a été attribué à la composante capital et présenté dans les capitaux propres.

La Société a convenu de payer à Sentient des honoraires de transaction représentant 5 % du produit brut du placement privé. Les frais d'honoraires de 750 000 \$ ont été payés au moyen du nombre correspondant d'unités, représentant 789 474 actions ordinaires émises et 394 737 bons de souscription émis aux mêmes conditions que les bons reliés aux unités. La dépense de ces frais de 750 000 \$ a été séparée au prorata entre les composantes du passif, bons de souscription et capitaux propres pour 241 232 \$, 103 429 \$ et 405 339 \$ respectivement. Afin de comptabiliser les actions ordinaires et les bons de souscription émis, la Société a d'abord évalué la juste valeur de 103 558 \$ des bons de souscription avec la même méthode et hypothèses que les bons reliés aux unités et attribué le résiduel aux actions ordinaires émises pour 646 441 \$. Des frais d'émission de 190 406 \$ ont été répartis au prorata entre les composantes du passif, bons de souscription et capitaux propres pour 61 243 \$, 26 258 \$ et 102 905 \$ respectivement. L'impact fiscal sur les bons de souscription et la composante capitaux propres des billets convertibles est de 34 886 \$ et 136 718 \$, respectivement.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

12. OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS

	2010	2009
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	160 000	-
Charge relative aux obligations liées à la mise hors service des immobilisations corporelles	76 257	-
Nouvelles obligations	1 080 156	160 000
Solde à la fin de l'exercice	1 316 413	160 000

Les flux de trésorerie non actualisés requis pour rembourser les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont estimés à 1 893 000 \$. Un taux d'escompte de 15 % a été utilisé pour estimer les nouvelles obligations en 2010 et le calcul tient compte de l'hypothèse selon laquelle les déboursés requis pour rembourser les obligations seront effectués en 2014, qui est la date anticipée pour la décision finale de production. Si la Société décide de ne pas entrer en production sur la propriété Matoush, il est présumé que l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations sera acquittée en 2014. Si la Société décide d'aller de l'avant avec la production sur la propriété Matoush, l'obligation sera alors reportée à une date ultérieure. La Société révisé, à chaque période, le moment prévu où les flux de trésorerie requis pour acquitter les obligations seront versés et ajuste ses obligations liées à la mise hors service d'immobilisations en conséquence.

La Société a ajouté de nouvelles obligations en 2010 liées au démantèlement du campement et des infrastructures à Matoush et pour la restauration du site à son état d'origine, pour un montant de 1 693 000 \$. La valeur actualisée de ces obligations a été constatée au poste « campement et infrastructures » pour un montant de 1 080 156 \$.

13. CAPITAL-ACTIONS

AUTORISÉ

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

Nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale pouvant être émises en séries dont les droits, privilèges, restrictions et conditions seront fixés par le conseil d'administration.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

13. CAPITAL-ACTIONS (suite)

ÉMIS ET PAYÉ

	2010		2009	
	Actions ordinaires	Montant \$	Actions ordinaires	Montant \$
Solde au début de l'exercice	121 806 432	58 766 177	119 266 432	55 579 592
En contrepartie de propriétés minières (note 7)	50 000	30 100	40 000	34 400
En espèces				
Placements privés (note 11) (a) (b)	12 328 574	10 339 453	-	-
Bons de souscription octroyés dans le cadre de placements privés (note 11) (a) (b)		(1 324 096)	-	-
Placements privés accreditifs (a)	5 263 200	5 000 040	2 500 000	2 500 000
Exercice d'options d'achat d'actions (notes 14 et 15)	400 000	96 000	-	-
Frais d'émission				
Renonciation d'actions accreditives (note 16)		(415 000)	-	786 000
Frais de courtage et la souscription des honoraires professionnels, net d'impôts (note 11) (a)		(794 293)	-	(133 815)
Solde à la fin de l'exercice	139 848 206	71 698 381	121 806 432	58 766 177

(a) Le 23 décembre 2010, la Société a clôturé un placement privé par l'intermédiaire de courtiers de 9 639 000 unités au prix de 0,83 \$ l'unité pour un produit brut de 8 000 453 \$.

Chaque unité est constituée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription confère au porteur le droit d'acquérir une action ordinaire au prix de 1,05 \$ pour une période de 24 mois suivant la date de clôture. La juste valeur des bons de souscription est estimée à 0,21 \$ par bon de souscription selon le modèle d'évaluation Black-Scholes, en supposant aucun versement de dividende prévu, une volatilité prévue de 70,0 %, un taux d'intérêt sans risque de 1,6 % et une durée de vie prévue des bons de souscription de deux ans. Un montant de 1 017 427 \$ a été porté aux bons de souscription et déduit du capital-actions.

Dans le cadre de ce placement privé effectué par l'entremise de courtiers, la Société a également émis 5 263 200 actions accreditives pour un produit brut de 5 000 040 \$. En vertu des ententes sur les actions accreditives, la Société a convenu de renoncer, en 2011, à 5 000 040 \$ en dépenses admissibles auprès des investisseurs en vigueur depuis le 31 décembre 2010.

En lien avec ce financement, la Société a engagé des honoraires professionnels de souscription totalisant 914 441 \$, qui ont été portés au capital-social et aux bons de souscription, pour des montants respectifs de 838 266 \$ et 76 175 \$.

(b) Le 23 décembre 2010, Sentient a exercé en entier son droit de participation de 11,98 %, accordé le 27 janvier 2010 (note 11) en se portant acquéreur de 1 800 000 unités pour un produit brut de 1 494 000 \$ dans le cadre d'un placement privé sans intermédiaire. Les 900 000 bons de souscription émis ont aussi été évalués à 0,21 \$ par bon de souscription basé sur les mêmes hypothèses. Un montant de 189 994 \$ a été porté aux bons de souscription et déduit du capital-actions.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

13. CAPITAL-ACTIONS (suite)

BONS DE SOUSCRIPTION

Chaque bon de souscription permet à son détenteur de souscrire une action de la Société. Les variations des bons de souscription en circulation sont présentées dans le tableau suivant :

	2010			2009		
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Total	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Total
		\$	\$		\$	\$
Solde au début de l'exercice	-	-	-	5 387 200	3,40	5 415 675
Placement privé (note 11) (a) (b)	5 769 550	1,05	1 220 538	-	-	-
Billets convertibles (note 11)	7 844 737	1,00	2 055 475	-	-	-
En contrepartie de frais d'émission (note 11)	394 737	1,00	103 558	-	-	-
Frais d'émission déduction net d'impôts de \$34,886	-	-	(170 976)	-	-	-
Financement par emprunt (note 9)	800 000	1,03	174 938	-	-	-
Expirés	-	-	-	(5 387 200)	3,40	(5 415 675)
Solde à la fin de l'exercice	14 809 024	1,02	3 383 533	-	-	-

Les bons de souscription en circulation au 31 décembre 2010 sont présentés dans le tableau suivant :

Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice	Date d'expiration
300 000	1,00 \$	15 mars 2012
500 000	1,05 \$	26 novembre 2012
5 769 550	1,05 \$	23 décembre 2012
8 239 474	1,00 \$ jusqu'au 27 janvier 2012 et 1,05 \$ jusqu'au 27 janvier 2013	27 janvier 2013
14 809 024		

14 RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

La Société maintient un régime d'options d'achat d'actions à l'intention des hauts dirigeants, des administrateurs et des consultants. Le conseil d'administration fixe les conditions d'acquisition des options d'achat d'actions ordinaires selon des quantités et des prix d'exercice qu'ils ont déterminés. Le prix de levée des options octroyées ne peut être inférieur au cours du marché qui correspond au coût moyen pondéré en fonction du volume et de la valeur des actions transigées à la Bourse de Toronto pendant les cinq jours qui précèdent l'octroi de l'option. Les options octroyées viennent à échéance à une date fixée par le conseil d'administration au plus tard cinq ans après la date d'octroi des options. Le nombre maximal d'actions qui peut être émis en vertu de ce régime est de 10 654 586. Le nombre maximal d'options pouvant être octroyées à un participant ne peut dépasser 5 % du nombre d'actions émises et en circulation du capital-actions. Le coût des options est comptabilisé sur la période d'acquisition.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

14. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS (suite)

Les variations des options d'achat d'actions en vertu du régime sont présentées dans le tableau suivant :

	2010		2009	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$		\$
Solde au début d'exercice	4 310 500	1,89	3 314 500	2,20
Octroyées	1 302 000	1,00	1 077 500	1,00
Exercées	(400 000)	0,20	-	-
Annulées	(182 000)	1,76	(81 500)	2,89
Solde à la fin de l'exercice	5 030 500	1,75	4 310 500	1,89

Les variations des options d'achat d'actions de la période sont présentées dans le tableau suivant :

Nombre d'options en circulation	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice	Date d'expiration
		\$	
175 000	175 000	0,40	24 janvier 2011
100 000	100 000	2,60	4 février 2012
30 000	30 000	2,80	7 février 2012
150 000	150 000	2,86	20 mars 2012
700 000	700 000	3,37	11 avril 2012
75 000	75 000	3,20	6 mai 2012
60 000	60 000	3,20	11 juin 2012
30 000	30 000	3,20	27 juin 2012
120 000	120 000	2,72	14 juillet 2012
30 000	30 000	3,20	29 juillet 2012
300 000	300 000	2,10	18 mars 2013
718 000	718 000	2,04	13 avril 2013
145 000	145 000	2,04	14 août 2013
15 000	15 000	2,04	25 septembre 2013
67 500	67 500	2,04	29 octobre 2013
7 500	7 500	2,04	24 novembre 2013
1 005 500	1 005 500	1,00	8 juin 2014
7 000	4 666	1,00	14 septembre 2014
7 000	4 666	1,00	9 novembre 2014
44 000	19 332	1,00	4 janvier 2015
300 000	100 000	1,00	4 mai 2015
500 000	500 000	1,00	26 mai 2015
444 000	413 665	1,00	6 juin 2015
5 030 500	4 770 829		

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010, des frais de rémunération à base d'actions de 405 423 \$ (543 199 \$ en 2009), a été porté à l'état des résultats, du résultat étendu et du déficit et un montant de 216 186 \$ (169 945 \$ en 2009) a été imputé aux frais d'exploration reportés.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

14. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS (suite)

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010, la Société a octroyé 1 302 000 options d'achat d'actions (1 077 500 en 2009) au prix d'exercice de 1,00 \$ l'action et valides pour une période prévue de cinq ans à des dirigeants, des administrateurs et des consultants dont 909 000 (963 500 en 2009) étaient immédiatement exerçables et 393 000 (107 000 en 2009) deviendront exerçables en trois tranches sur une période de 18 mois. La juste valeur de chaque option octroyée a été déterminée selon le modèle d'évaluation Black-Scholes. La juste valeur moyenne pondérée des options d'achat d'actions octroyées était de 0,46 \$ (0,41 \$ en 2009) par option. Le cours du marché des actions de la Société était inférieur au prix d'exercice à la date des octrois.

Les hypothèses suivantes de moyennes pondérées ont été utilisées aux fins de ce calcul :

	2010	2009
Taux d'intérêt sans risque	2,44 %	1,88 %
Durée prévue	5 ans	2 ans
Taux de volatilité prévu	102 %	97 %
Taux de dividende prévu	0 %	0 %

15. SURPLUS D'APPORT

	2010	2009
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	8 814 337	3 413 518
Charge de rémunération à base d'actions	621 609	713 144
Exercice d'options d'achat d'actions	(16 000)	-
Expiration des bons de souscription, net d'impôts	-	4 687 675
Solde à la fin de l'exercice	9,419,946	8 814 337

16. IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE

Le 23 décembre 2010, la Société a émis 5 263 200 actions accréditives pour un produit brut de 5 000 040 \$. Conformément aux ententes de financement accreditif, la Société s'est engagée à renoncer à 5 000 040 \$ en dépenses admissibles en 2011 au profit des investisseurs en date du 31 décembre 2010.

Le 8 décembre 2009, la Société a émis 2 500 000 actions accréditives pour un produit brut de 2 500 000 \$. Conformément aux ententes de financement accreditif, la Société s'est engagée à renoncer à 2 500 000 \$ en dépenses admissibles en 2010 au profit des investisseurs en date du 31 décembre 2009.

En vertu du CPN-146, *Actions accréditives*, de l'ICCA, la Société est tenue de constater une provision au moment où les formulaires de renonciation sont déposés auprès des autorités fiscales en augmentant les frais d'émission d'actions liés aux actions accréditives. La Société a estimé que les impôts futurs constatés au moment de la renonciation étaient de 415 000 \$ en 2010. Par conséquent, la Société a constaté des frais d'émission d'actions et une augmentation du passif d'impôts futurs de 415 000 \$ au moment de la renonciation, dans la période de trois mois terminée le 31 mars 2010, découlant de l'émission d'actions accréditives de décembre 2009 et des frais renoncés en 2010.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

16. IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE (suite)

La provision pour impôts sur le bénéfice diffère du montant qui aurait été calculé en appliquant le taux d'imposition statutaire combiné canadien comme suit :

	2010	2009
	\$	\$
Perte avant impôts sur le bénéfice	(9 090 820)	(2 008 274)
Taux d'imposition statutaire combiné canadien	29,9%	30,9%
Économie d'impôts sur le bénéfice au taux d'imposition statutaire combiné	(2 718 155)	(620 600)
Frais d'émission d'actions	-	(210 000)
Rémunération à base d'actions	121 221	167 800
Charge de désactualisation relative à la dette convertible	311 588	-
Variation de la juste valeur du placement	(13 455)	(3 100)
Variation du taux d'impôt	217 966	420 562
Pertes autres qu'en capital expirées	142 071	157 000
Gain en capital sur bons de souscription expirés	-	836 722
Dépenses non déductibles et autres	(486 928)	(413 384)
Crédits remboursables de droits miniers du Québec non imposables	-	(860 000)
Provision pour moins value	1 188 139	-
	(1 237 553)	(525 000)

Les incidences fiscales des écarts temporaires qui ont donné lieu à d'importants actifs et passifs d'impôts futurs au 31 décembre 2010 et 2009 sont présentées ci-dessous :

	2010	2009
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs :		
Pertes nettes d'exploitation	2 785 000	2 002 000
Frais de financement	492 000	324 000
Immobilisations corporelles	218 000	217 000
Obligations liées à la mise hors service des immobilisations	355 000	-
Contrat de location-acquisition	86 000	-
Investissements	22 000	-
	3 958 000	2 543 000
Passifs d'impôts futurs :		
Propriétés minières et frais reportés	(2 568 000)	(3 836 000)
Actif (passif) d'impôts futurs avant dépréciation	1 390 000	(1 293 000)
Provision pour dépréciation	(1 390 000)	-
Passif d'impôts futurs	-	(1 293 000)

Au 31 décembre 2010, la Société dispose de pertes autres qu'en capital et de frais d'émission d'actions inutilisés qui peuvent être reportés sur des exercices ultérieurs et dont elle peut se prévaloir pour réduire les bénéfices imposables futurs.

Durant l'année 2010, la Société n'a pas enregistré un passif d'impôt futur sur le placement accréditif de 5 000 040 \$ puisque la renonciation a été effectuée après la fin d'année. Si la Société a suffisamment de pertes fiscales non utilisées reportées pour absorber, en tout ou en partie, ce passif d'impôt futur et qu'aucun actif d'impôt futur n'a d'abord été constaté pour ces montants reportés, une partie de ces pertes non constatées sera enregistrée comme frais d'émission d'actions, jusqu'au montant du passif d'impôt futur qui avait initialement été constaté en vertu de la renonciation des dépenses.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

16. IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE (suite)

Les pertes autres qu'en capital expirent comme suit :

	Fédéral	Provincial
	\$	\$
Pertes autres qu'en capital :		
2011	643 000	643 000
2015	710 000	654 000
2026	1 547 000	1 547 000
2027	1 568 000	1 568 000
2028	1 593 000	1 593 000
2029	785 000	785 000
2030	3 531 000	3 531 000
	10 377 00	10 321 000

17. INFORMATION À FOURNIR CONCERNANT LE CAPITAL

En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont de préserver sa capacité de poursuivre ses activités d'exploration minière selon l'hypothèse de la continuité d'exploration. Le capital de la Société est constitué de capitaux propres, de billets convertibles et des obligations découlant de contrats de location-acquisition réduit par la trésorerie et les équivalents de trésorerie pour un montant total de 70 504 922 \$ (58 177 106 \$ in 2009). La direction révisé régulièrement sa politique en matière de gestion du capital sur la base de la continuité de l'entreprise et elle croit que cette approche est raisonnable compte tenu de la taille de la Société.

Il n'y a pas eu de changement significatif concernant l'approche de politique de gestion du capital au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010. La Société n'a aucune exigence en matière de capital à laquelle elle est soumise en vertu de règles extérieures, exigences règlementaires ou contractuelles, à moins qu'elle ne complète un placement accreditif, dans quel cas, les fonds sont réservés aux travaux d'exploration. (note 4)

18. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DE RISQUE

La Société est exposée à différents risques financiers résultant à la fois de ses activités et de ses investissements. La direction de la Société gère les risques financiers. La Société n'a pas recours à des transactions d'instruments financiers, incluant des instruments financiers dérivés, à des fins de spéculation. L'exposition de la Société aux principaux risques financiers et ses politiques financières en la matière sont décrits ci-dessous :

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque de perte qui peut résulter de changements dans les facteurs de marché tels que les taux d'intérêt et des prix équitables. La Société est assujettie au risque de marché en transigeant sur son investissement dans Pacific Bay, un émetteur de la Bourse de croissance TSX œuvrant dans le domaine de l'exploration minière. Au 31 décembre 2010, une baisse (augmentation) de 10 % de la valeur à la bourse aurait augmenté (diminué) la perte après impôt d'environ 13 500 \$.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

18. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DE RISQUE (suite)

(a) Risque lié aux taux d'intérêt

Une partie de la trésorerie et équivalents de trésorerie porte intérêt à taux fixe et expose donc la Société au risque de variation de juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt. La Société dispose d'un solde de trésorerie et la politique actuelle de la Société est d'investir l'excédent de trésorerie en certificats de dépôt ou des comptes portant intérêt des grandes banques à charte canadiennes. Au 31 décembre 2010, la Société avait investi 10 000 000 \$ (1 000 000 \$ au 31 décembre 2009) dans des dépôts à terme portant intérêt à un taux de 1,05 % (0,40 % au 31 décembre 2009). Une variation de plus ou moins 1 % des taux n'affecterait pas le revenu net déclaré et reporté à l'avoir de l'actionnaire de manière significative.

L'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition et les prêts à payer portent intérêt à un taux fixe tandis que les billets convertibles ne portent pas intérêt. Une variation du taux d'intérêt de 1 % aurait une incidence non-significative sur les états financiers. Les autres actifs et passifs financiers ne portent pas d'intérêt et donc n'exposent pas la Société à des risques liés aux taux d'intérêt.

(b) Juste valeur

La juste valeur des instruments financiers se résume comme suit :

	2010		2009	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalent de trésorerie	10 057 889	10 057 889	321 065	321 065
Placement	135 000	135 000	45 000	45 000
Fonds réservés à l'exploration	5 000 040	5 000 040	2 473 260	2 473 260
Charges payées d'avance et autres	370 761	370 761	287 348	287 348
Passifs financiers				
Créditeurs et charges à payer	2 907 777	2 907 777	1 697 302	1 697 302
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	320 247	320 247	328 336	328 336
Prêts à payer	3 775 843	4 000 000	-	-
Billets convertibles	5 588 713	5 903 000	-	-

La juste valeur estimative est établie à la date du bilan en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers.

Les instruments financiers de la Société au 31 décembre 2010 se composent de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, de placements, de fonds réservés à l'exploration, de charges payées d'avance et autres, de comptes créditeurs et de charges à payer, de prêt à payer, d'obligation découlant de contrat de location-acquisition et de billets convertibles. La juste valeur de ces instruments financiers est divulguée ci-haut et se rapproche de la valeur comptable à cause de leur courte maturité et les taux d'intérêt du marché à l'exception du prêt à payer et des billets convertibles.

(c) Hiérarchie des justes valeurs

Le tableau qui suit résume la hiérarchie des justes valeurs selon laquelle les instruments financiers de la Société sont évalués.

- Le premier niveau comprend des prix cotés (non rajustés) dans des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques – trésorerie et équivalents et placements.
- Le deuxième niveau comprend des données qui sont observables, autres que les prix cotés inclus au premier niveau : - néant.
- Le troisième niveau comprend des données qui ne sont pas basées sur des données de marché observables : - néant

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

18. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DE RISQUE (suite)

RISQUE DE CRÉDIT

Les instruments financiers qui exposent la Société au risque du marché et à des concentrations de risque de crédit comprennent la trésorerie et équivalents de trésorerie et les fonds réservés à l'exploration et charges payées d'avance et autres. La Société place une partie de sa trésorerie et équivalents de trésorerie et ses fonds réservés à l'exploration dans des certificats de placement garantis par et détenus chez une banque à charte canadienne. Les autres sommes à recevoir se composent de taxes de ventes à recevoir des gouvernements du Canada et du Québec et des crédits d'impôt à recevoir du gouvernement du Québec.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

La Société gère son risque de liquidité par l'utilisation de budgets permettant de déterminer les fonds nécessaires pour faire face à ses projets d'exploration. La Société s'assure aussi que le fonds de roulement disponible est suffisant pour faire face à ses obligations courantes.

Au 31 décembre 2010, la Société possède de la trésorerie et de l'équivalent de trésorerie de 10 057 889 \$ (321 065 \$ au 31 décembre 2009) et des fonds réservés à l'exploration de 5 000 040 \$ (2 473 260 \$ au 31 décembre 2009) pour faire face à son passif à court terme de 6 958 864 \$ (1 854 116 \$ au 31 décembre 2009).

Au 31 décembre 2010, la direction estime que les fonds disponibles ne seront pas suffisants pour répondre aux obligations de la Société et des dépenses budgétisées jusqu'au 31 décembre 2011.

Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons dans l'avenir, incluant sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de créances ou de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses et/ou l'arrivée de nouveaux partenaires et/ou un regroupement d'entreprise. Malgré le fait que la Direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers.

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers, incluant l'intérêt le cas échéant, aux 31 décembre 2010 et 2009 :

	2010				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	0 à 12 mois	12 à 24 mois	Plus de 24 mois
	\$	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	2,907,777	2,907,777	2,907,777	-	-
Prêts à payer	3,775,843	4,350,685	4,350,685	-	-
Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition	320,247	341,814	290,504	17,592	33,718
Billets convertibles (note 11)	5,588,713	14,905,000	-	-	14,905,000

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

18. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DE RISQUE (suite)

	2009				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	0 à 12 mois	12 à 24 mois	Plus de 24 mois
	\$	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	1,697,302	1,697,302	-	-	-
Obligations découlant d'un contrat de location- acquisition	328,336	360,000	180,000	180,000	-

19. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 :

- a) BBH Géo-Management inc. (« BBH ») a facturé :
 - i) des honoraires d'experts-conseils et de sous-traitants au montant de 3 695 000 \$ (2 937 000 \$ en 2009) inclus dans les frais reportés d'exploration;
 - ii) des frais de gestion :
 - 1) de 848 378 \$ (632 000 \$ en 2009) inclus dans les frais reportés d'exploration;
 - 2) de 328 841 \$ (12 000 \$ en 2009) inclus dans les immobilisations corporelles;
 - iii) des honoraires professionnels pour un montant total de 917 000 \$ (741 000 \$ en 2009);
 - iv) des frais légaux inclus dans les frais d'émission d'un montant de 38 000 \$ (2 000 \$ en 2009);
 - v) location de 62 000 \$ (62 000 \$ en 2009).
- b) Un dirigeant, en poste jusqu'au 9 juin 2009, a facturé des honoraires de comptabilité de 7 000 \$ inclus dans les honoraires professionnels;
- c) Une compagnie contrôlée par le chef de la direction des finances et trésorier en poste du 9 juin 2009 jusqu'au 12 mai 2010 a facturé pour l'exercice terminé au 31 décembre 2010 des honoraires de comptabilité de 81 204 \$;

BBH est apparenté avec la Société car:

- i) le président de BBH est aussi président de la Société;
- ii) un dirigeant de BBH est aussi dirigeant et un administrateur de la Société.

La Société a renouvelé son entente de services avec BBH le 1^{er} août 2008 pour une période de trois ans se terminant le 31 juillet 2011 et prévoit une charge mensuelle fixe de 5 200 \$ pour la location de locaux, des équipements de bureau et informatique qui sera révisée au 31 juillet de chaque année, des frais de gestion de 5 % sur tous les coûts liés aux programmes d'exploration et de développement et aux achats liés à la propriété Matoush, des frais de gestion de 10 % sur tous les coûts liés aux programmes d'exploration et de développement sur les autres propriétés: Eclat, Pacific Bay-Matoush, Mistassini, Apple et toute autre propriété future et des frais de gestion de 5 % sur tous les achats liés aux projets d'exploration ou aux ententes d'options sur les propriétés Eclat, Pacific Bay-Matoush, Mistassini, Apple et toute autre propriété future.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

19. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)

Au 31 décembre 2010, les créiteurs et les charges à payer comprennent un montant de 540 000 \$ (397 000 \$ en 2009) à payer aux apparentés. Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et ont été mesurées à la valeur d'échange qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties apparentées. Les conditions de paiements sont les mêmes que pour les autres fournisseurs de la Société sauf pour BBH dont les factures sont payables sur réception.

20. VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT

	2010	2009
	\$	\$
Opérations sans effet sur la trésorerie :		
Frais d'exploration reportés inclus dans les créiteurs et autres charges à payer	1 989 471	828 820
Ajouts aux immobilisations corporelles inclus dans les créiteurs et autres charges à payer	237 522	-
Frais d'émission d'actions inclus dans les créiteurs et autres charges à payer	264 414	-
Crédits d'impôt à recevoir présentés en réduction des frais reportés	7 682 316	6 899 869
Immobilisations corporelles enregistrées en vertu des obligations découlant d'un contrat de location-acquisition	270 598	328 336
Immobilisations corporelles enregistrées en vertu des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	1 080 156	160 000
Amortissement d'immobilisations corporelles inclus dans les frais d'exploration reportés	1 262 363	69 145
Impôts futurs inclus dans les frais d'émission d'actions ordinaires	415 000	-
Unités émises comme frais d'émission d'actions, déduction faite de l'impact fiscal de 171 604 \$	578 396	-
Rémunération à base d'actions capitalisée dans les frais d'exploration reportés	216 186	169 945
Opérations de trésorerie :		
Intérêts reçus	41 441	69 145
Intérêts payés	19 906	-

21. ENGAGEMENTS

Le tableau qui suit présente les obligations contractuelles de la Société au cours des prochaines années se terminant le 31 décembre.

	2011	2012 et après
	\$	\$
Locations-exploitation	91,467	-

22. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres aux états des résultats, du résultat étendu et du déficit ont été reclassés conformément à la présentation des états financiers de l'exercice courant.